F

Décembre 2011

Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

Trente et unième session

Hanoï (Viet Nam), 12-16 mars 2012

Point 11 de l'ordre du jour

Petits exploitants agricoles: développer les chaînes de valeur et réduire les pertes après récolte

Table des matières

Paragraphes

I. Introduction 1-3

II. Tendances, problèmes et limites 4-8

III. Développement des chaînes de valeur et création de valeur ajoutée 9-11

IV. Situation en matière de pertes après récolte et apport de valeur ajoutée 12-19

V. Besoins prioritaires en matière de développement des chaînes de valeur et réduction des pertes après récolte 20-30

VI. Amélioration de l'intégration des petits exploitants dans les chaînes de valeur 31

VII. Initiatives régionales et mesures à mettre en place 32-37

VIII. Conclusions et recommandations 38-43

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur internet, à l'adresse www.fao.org.

MC762/f

I. Introduction

1. La région Asie-Pacifique doit doubler sa production vivrière pour pouvoir nourrir un milliard de personnes supplémentaires d'ici à 2050. Actuellement, dans les circuits d'approvisionnement traditionnels des marchés de masse de la région, les pertes quantitatives après récolte représentent en moyenne de 10 pour cent à 15 pour cent pour les céréales et de 15 pour cent à 50 pour cent pour les cultures horticoles périssables. Ces pertes résultent pour une large part de la faiblesse des infrastructures d'appui essentielles conjuguée à un manque de connaissances techniques et de capacités d'organisation chez les petits exploitants agricoles qui risquent d'être marginalisés.

2. Outre qu'elles altèrent la qualité et réduisent la quantité et la valeur des produits alimentaires, les pertes entraînent un gaspillage de ressources et une diminution des bénéfices pour les petits exploitants, une hausse des prix pour les consommateurs et un accroissement de la pression exercée sur les ressources naturelles déjà très sollicitées, dans la mesure où les agriculteurs s'efforcent de compenser en augmentant leur production, souvent avec des outils et des intrants agricoles inadaptés. Les approches modernes des circuits d'approvisionnement, par exemple l'approche des chaînes de valeur, multiplient et diversifient les débouchés commerciaux pour les matières premières agricoles, sont en prise sur la demande des consommateurs, relient les petits exploitants aux marchés et créent des revenus et des emplois. Elles encouragent le développement des infrastructures et des institutions indispensables à la croissance économique et concourent considérablement et durablement à la réduction des pertes après récolte dans la région. Les chaînes de valeur fonctionnent parallèlement aux circuits d'approvisionnement traditionnels « impulsés par la production » qui alimentent les marchés de masse de la région et sont caractérisés par d'importantes pertes après récolte et, en général, des produits de médiocre qualité.

3. Le présent document passe en revue les tendances actuelles, les problèmes et les limites auxquels les systèmes agroalimentaires de la région sont confrontés et met en lumière les différences qui existent entre les chaînes de valeur modernes et les circuits d'approvisionnement traditionnels qui prédominent dans la région. Il examine les principales conditions à mettre en place pour développer les chaînes de valeur et réduire les pertes après récolte dans les circuits traditionnels ainsi que les mécanismes qui permettraient de moderniser les circuits d'approvisionnement traditionnels afin de réduire les pertes et de donner aux petits exploitants la capacité de s'intégrer avec succès dans les chaînes de valeur. Le document passe en revue les initiatives et les mesures lancées par la FAO pour réduire les pertes après récolte et développer des chaînes de valeur qui intègrent les petits exploitants. Des recommandations concernant les mesures que les gouvernements et la FAO pourraient prendre à l'avenir sont proposées.

II. Tendances, problèmes et limites

4. Dans le monde entier, et dans la région Asie et Pacifique en particulier, les systèmes agroalimentaires traversent actuellement une phase de changement. La croissance rapide des revenus et les taux d'urbanisation élevés, le nombre croissant de femmes salariées et la circulation des personnes, des idées et des biens entraînée par la mondialisation contribuent fortement au changement des régimes alimentaires dans les centres urbains de la région. Ces facteurs contribuent aussi à l'émergence d'une classe moyenne qui est de plus en plus friande d'aliments à plus forte valeur (aliments frais, prêts à consommer, prêts à cuisiner et transformés) et qui attend de ces produits qu'ils soient conformes aux normes de sécurité sanitaire et de qualité.

5. Pendant la deuxième moitié des années 1990, la région a connu une « révolution des supermarchés » qui a favorisé la croissance, la modernisation et la réorganisation des systèmes d'approvisionnement agroalimentaires. En outre, un nombre croissant d'entreprises agroalimentaires émergentes, telles que les chaînes de restauration rapide et les hôtels, fournissent collectivement de nouveaux débouchés non négligeables à la production axée sur le marché.

6. Les normes à respecter édictées par les pouvoirs publics, notamment en matière de sécurité sanitaire pour les hommes et les animaux, sont plus nombreuses et plus strictes. Les normes établies par le secteur privé et, et en particulier les normes élaborées par des coalitions de sociétés privées et des associations d'entreprises telles que GlobalGAP, sont peu à peu devenues des conditions quasiment incontournables pour accéder au marché de l'exportation. Les sociétés d'importation participent de manière croissante à la coordination de la production et de la commercialisation des produits de la région. Les détaillants et les consommateurs des centres urbains et des marchés de l'exportation sont aussi de plus en plus curieux de savoir comment leurs aliments sont produits et quelles sont les conditions de travail des personnes employées dans le secteur agricole et les retombées environnementales de la production.

7. L'accès à des produits alimentaires sains, nutritifs et qui restent abordables pour les personnes pauvres et vulnérables représente un enjeu dans plusieurs pays. À l'heure actuelle, les prix des denrées alimentaires dans la région restent élevés par rapport à ce qu'ils étaient avant 2007. Dans les circuits d'approvisionnement traditionnels qui alimentent les marchés de masse, les pertes après récolte sont importantes, les pratiques de gestion de la qualité et de la sécurité sanitaire sont mal connues et les petits exploitants qui pourvoient à la plus grande partie des besoins alimentaires de la région deviennent moins compétitifs et risquent de plus en plus d'être marginalisés, en raison de leur faible productivité et de la mauvaise qualité de leur production. Les petites et moyennes entreprises de transformation qui sont des acteurs essentiels du secteur de la transformation alimentaire régional sont de plus en plus souvent confrontées à la concurrence de grandes entreprises alimentaires qui profitent des économies d'échelle. Ces petites et moyennes entreprises sont fréquemment oubliées dans les politiques visant à stimuler le développement du secteur agroindustriel.

8. Les petits exploitants sont majoritairement intégrés dans les circuits d'approvisionnement traditionnels qui sont principalement impulsés par la production (voir le tableau 1). Ils ne possèdent pas les connaissances techniques ni les capacités de compétitivité et d'organisation qui leur permettraient de surmonter les problèmes posés par les exigences commerciales en matière de sécurité sanitaire, qualité, homogénéité et ponctualité de l'approvisionnement, pas plus que le capital nécessaire pour investir dans l'acquisition de nouvelles technologies propres à améliorer leurs pratiques. Leur niveau de production est limité par la taille de leurs exploitations et les faiblesses du régime foncier. Ils n'ont souvent aucun contact avec les acteurs du marché et sont de plus en plus menacés et dépassés par les nouvelles chaînes de valeur qui comptent généralement dans leurs participants de gros investisseurs soucieux de faire des affaires et qui ont les moyens d'accéder aux connaissances et aux technologies requises pour répondre à la demande du marché. Ces nouvelles chaînes de valeur représentent une menace pour les petits exploitants parce qu'elles remplacent souvent les anciens circuits dans lesquels ils avaient leur place.

Tableau 1: Caractéristiques des chaînes de valeur modernes et des circuits traditionnels[1]

Caractéristiques des chaînes de valeur	Caractéristiques des circuits d'approvisionnement traditionnels
• En prise sur la demande des consommateurs • Accent sur les processus • Produits différenciés • Systèmes intégrés • Qualité élevée • Classement par qualité et étiquetage privé • Souci de la sécurité sanitaire des aliments • Utilisation de technologies après récolte • Création de valeur ajoutée • Rôle central de la logistique • Rôle d'appui des technologies de l'information et des communications • Marché tiré par les consommateurs	• Impulsés par la production • Unités de production fragmentées • Plusieurs niveaux d'intervenants • Produits non différenciés • Valeur ajoutée minimum • Prédominance des grossistes • Marché poussé par la production • Importance des pertes après récolte

III. Développement des chaînes de valeur et création de valeur ajoutée

9. On entend par chaînes de valeur agricoles des liens organisés entre des groupes de producteurs, de commerçants, de transformateurs et de prestataires de services, qui s'allient pour améliorer la productivité et accroître la valeur ajoutée. Idéalement, les chaînes de valeur incorporent les sources de matières premières dans la dynamique de la demande de produits alimentaires, moyennant une collaboration à visée commerciale entre les parties prenantes qui produisent et commercialisent les produits à valeur ajoutée. Développer des chaînes de valeur consiste à créer des liens économiques qui promeuvent la collaboration entre les parties prenantes de la chaîne pour générer de la valeur à l'intention des consommateurs et pour aider les petits exploitants à nouer sur le long terme des liens durables avec les marchés de produits à forte valeur. Si l'on veut que les chaînes de valeur contribuent à la promesse de réduire la pauvreté dans la région, elles doivent intégrer les petits exploitants, ce qui ne va pas de soi.

10. Quand ils sont intégrés dans des chaînes de valeur, les petits exploitants ont la capacité de devenir plus compétitifs (voir le tableau 2) sur certains marchés de produits à forte valeur et ils n'ont plus besoin de s'escrimer à vendre dans les circuits traditionnels ce qu'ils ont déjà produit. Tous les participants d'une chaîne de valeur ont un enjeu financier et peuvent prendre des décisions et des engagements qui ont une incidence sur la valeur des produits destinés aux consommateurs. Groupés autour de leurs intérêts, les petits exploitants intégrés dans les chaînes de valeur peuvent réaliser des économies d'échelle pour l'achat des intrants et la vente de leurs produits.

[1] Adapté de Arshad, F.H., Mohamed, Z. et Latiff, I. A. 2006. *Changes in agrifood supply chains in Malaysia: Implications on marketing training needs.* Atelier régional FAO/AFMA/FAMA sur la commercialisation agricole.

Tableau 2: Caractéristiques d'une chaîne de valeur performante[2]

Caractéristiques d'une chaîne de valeur performante
• Produits différenciés • Innovation perpétuelle pour les produits, les technologies, la gestion, la commercialisation, la distribution • Création de davantage de valeur ajoutée le long de la chaîne • Formation d'alliances pour favoriser la coordination • Élargissement des transactions au-delà du marché du disponible, pour englober les contrats, l'intégration verticale et les réseaux • Introduction de pratiques qui reflètent les soucis de protection environnementale et de responsabilité sociale

11. Le développement des chaînes de valeur tend à favoriser l'emploi dans les zones rurales et urbaines (par exemple par le biais de la transformation hors exploitations et de la diversification des revenus), à ouvrir des débouchés pour les petits exploitants et à créer des liens économiques au profit des petites et moyennes entreprises (PME). Souvent, les chaînes de valeur sont aussi un moyen d'introduire des nouveautés en matière de production, technologies, logistique, division du travail, organisation et réseaux, auprès des petits exploitants. Les activités des chaînes de valeur encouragent également une gestion respectueuse de l'environnement. Grâce à leurs effets cumulés sur l'emploi et la sécurité alimentaire, les chaînes de valeur performantes peuvent contribuer puissamment à faire reculer la pauvreté dans la région.

IV. Situation en matière de pertes après récolte et apport de valeur ajoutée

12. En général, les pertes après récolte désignent à la fois les réductions *quantitatives* (pertes de poids ou de volume) et *qualitatives* (altération de la valeur nutritionnelle, des conditions ou des caractéristiques physiques) de la quantité et de la valeur des produits alimentaires. Les pertes peuvent survenir à tout moment le long du circuit qui conduit de la récolte au marché et elles représentent une occasion perdue de consommer, vendre ou négocier des produits alimentaires pour améliorer les moyens d'existence. Dans la plupart des pays de la région Asie et Pacifique, les pertes constatées le long de la chaîne d'approvisionnement sont plus importantes du côté du producteur, notamment parce qu'elles sont dues à l'altération des produits et à la contamination par des ravageurs. Dans les zones rurales de la région, les pertes et les gaspillages du côté des consommateurs tendent à être minimales parce que les aliments non consommés sont souvent utilisés pour nourrir les animaux. Avec le bouleversement des modèles d'achat et de consommation, il ne serait pas étonnant que le gaspillage alimentaire devienne un véritable problème dans les centres urbains de la région. Les pertes sont considérablement plus importantes dans les circuits d'approvisionnement traditionnels que dans les chaînes de valeur modernes.

13. Pour le riz, les pertes après récolte dans les circuits d'approvisionnement traditionnels des pays asiatiques oscilleraient entre 10 pour cent et 15 pour cent et, si l'on y ajoute la perte de qualité, elles représentent une perte potentielle de valeur (c'est-à-dire qualité et quantité) de 25 pour cent à 50 pour cent sur le marché (Institut international de recherches sur le riz, donnée non datée). Les petits producteurs sont plus touchés que les autres par ces pertes compte tenu de la défectuosité des infrastructures d'entreposage, du mauvais état des routes qui fait grimper les coûts logistiques et du manque d'installations d'usinage adaptées. Ils sont fréquemment obligés de vendre le riz, au gré des acheteurs, non usiné et à très bas prix. Très souvent, ils doivent acheter le riz sur le marché quand les prix sont élevés, compte tenu des fluctuations saisonnières. Ils sont aussi contraints d'utiliser des pesticides pour limiter l'altération de leur production avant et après récolte. Cette pratique entraîne des coûts supplémentaires et, selon le type de pesticide utilisé, peut avoir des incidences négatives sur l'environnement et la santé.

[2] Banque asiatique de développement, 2010. Special evaluation study on support to agriculture value chains development for inclusive growth.

14. Pour les cultures horticoles hautement périssables, les pertes physiques dans les circuits d'approvisionnement traditionnels de la région s'échelonnent entre 15 pour cent et 50 pour cent. Ces pertes sont dues principalement à la forte humidité ambiante et aux températures élevées qui prévalent, conjuguées à une manutention impropre, des infrastructures de base insuffisantes, des infrastructures d'appui spécifiques après récolte défectueuses, un conditionnement inadéquat, un mode de transport inapproprié et peu adapté, des installations commerciales et des systèmes de soutien logistique insuffisants et les connaissances limitées des parties prenantes sur les systèmes de gestion des produits après récolte. Sur un grand nombre des marchés de la région, il n'existe guère de mesures incitatives ou d'avantages financiers qui encouragent la fourniture de produits de bonne qualité.

15. La multiplication des niveaux d'intervenants dans les circuits d'approvisionnement traditionnels en produits horticoles et l'insuffisance des routes et des infrastructures de transport dans la région contribuent fortement aux pertes de produits horticoles périssables et rallongent le temps passé par un produit entre sa récolte sur l'exploitation et son exposition sur un marché. Le grand nombre d'intermédiaires associés à la manutention des produits dans ce type de circuit nuit à la qualité et fait grimper les charges et les coûts de la commercialisation. Dans les chaînes de valeur modernes simplifiées, des traitements après récolte sont appliqués, les circuits de commercialisation sont plus directs, la température est mieux contrôlée et des systèmes de conditionnement améliorés sont utilisés pour transporter les produits. Par conséquent, les pertes sont considérablement réduites et les produits sont de meilleure qualité lorsqu'ils arrivent sur le marché.

16. Les pertes représentent un gaspillage des ressources humaines, de l'énergie et des intrants (par exemple les engrais, les semences et l'eau) utilisés pour la production. Elles accroissent le coût des produits alimentaires et réduisent les bénéfices des producteurs. Les pertes accentuent aussi la pression exercée sur l'environnement parce que les petits exploitants s'efforcent de compenser en augmentant et en intensifiant leur production. Les dégâts environnementaux sont particulièrement préoccupants lorsque les ménages ruraux pauvres doivent pratiquer l'agriculture dans des écosystèmes fragiles ou sur des terres marginales.

17. La réduction des pertes de denrées alimentaires déjà produites peut être considérée comme une stratégie pour améliorer l'offre de produits alimentaires, au même titre que l'accroissement de la production. La mise en œuvre de technologies et de systèmes après récolte permettant de réduire durablement les pertes après récolte dans les circuits d'approvisionnement traditionnels qui alimentent les marchés de masse de la région doit faire partie des actions prioritaires si l'on veut garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

18. On observe une augmentation de la demande de produits à valeur ajoutée et aliments transformés conditionnés dans des emballages pratiques, pour satisfaire la demande des consommateurs des magasins de détail, en particulier dans les centres urbains de la région et sur les marchés de l'exportation. Les préférences culturelles des consommateurs guident le secteur régional des aliments transformés et créent des débouchés sur les marchés de l'exportation partout où réside une importante diaspora des populations de la région. La demande de marques spécialisées de produits à valeur ajoutée et de produits transformés augmente dans les supermarchés régionaux et sur les marchés de l'exportation. Toutefois, une grande partie de ces marques dépendent de grandes sociétés multinationales, régionales ou non, qui utilisent les matières premières locales pour mettre au point des produits alimentaires répondant aux goûts des consommateurs locaux.

19. En général, les PME de la région manquent cruellement des technologies nécessaires pour assurer la qualité, la sécurité sanitaire et l'efficience dans leurs chaînes de production. Elles sont intégrées dans des circuits d'approvisionnement qui ne leur permettent pas d'établir des liens susceptibles de garantir la régularité des livraisons ni de disposer des compétences requises pour répondre à la demande croissante et changeante des consommateurs, moyennant le développement de produits et l'élaboration de produits ou de conditionnements novateurs. La plupart des petits producteurs et des PME de la région sont confrontés au défi de répondre à la demande des consommateurs concernant les produits à valeur ajoutée (par exemple des produits nettoyés, classés par qualité ou étiquetés) et les produits transformés prêts à cuisiner. Ils doivent aussi composer, quelles que soient les difficultés, avec l'obligation de respecter les réglementations du secteur public

en matière de sécurité sanitaire des aliments et d'adopter les normes et les protocoles techniques du secteur privé ainsi que les systèmes intégrés de gestion de la qualité.

V. Besoins prioritaires en matière de développement des chaînes de valeur et réduction des pertes après récolte

20. La compétitivité des chaînes de valeur tient à l'efficience des transformations physiques qui ont lieu à chaque étape de la chaîne ainsi qu'à la coordination entre les différentes étapes. Les circuits d'approvisionnement traditionnels ont aussi tout à gagner d'une amélioration des intrants, des infrastructures et des services d'appui.

Technologies

21. Les technologies contribuent de manière décisive à la compétitivité d'une chaîne de valeur. Au niveau de la production, les technologies qui améliorent l'accès au matériel génétique et contribuent à l'amélioration de la productivité sont déterminantes si l'on veut stimuler la productivité des petits exploitants.

22. Les technologies après récolte conçues pour améliorer le classement par qualité, le nettoyage, le triage, l'entreposage au froid et au sec, le conditionnement et l'étiquetage sont essentielles pour donner aux matières premières une plus grande valeur auprès des utilisateurs finaux. Les technologies de transformation sont nécessaires pour répondre aux besoins de transformation et de préservation des produits alimentaires sur les marchés de la région, qu'ils soient ruraux, urbains ou orientés vers l'exportation. L'innocuité environnementale de ces technologies et la possibilité de réutiliser et de recycler les sous-produits revêtent aussi une importance capitale.

23. Des technologies de diagnostic sont requises pour repérer rapidement les sources de contamination et donner aux consommateurs des assurances sur la sécurité sanitaire de leurs aliments. Les technologies de l'information et des communications facilitent la surveillance de la sécurité sanitaire des aliments et contribuent à la traçabilité des produits et à la circulation de l'information le long des chaînes de valeur de denrées alimentaires.

Logistique

24. Dans le souci de minimiser les incertitudes et d'équilibrer l'offre et la demande de produits, il est nécessaire de planifier, prévoir et gérer le flux à terme des produits et le flux des services et des informations qui circulent dans les deux sens le long des chaînes de valeur (voir la figure 1). Des installations de transport, d'entreposage et d'information et de communication sont indispensables pour garantir l'efficience, réduire les coûts et créer des liens solides entre les parties prenantes de la chaîne de valeur au sein de réseaux logistiques.

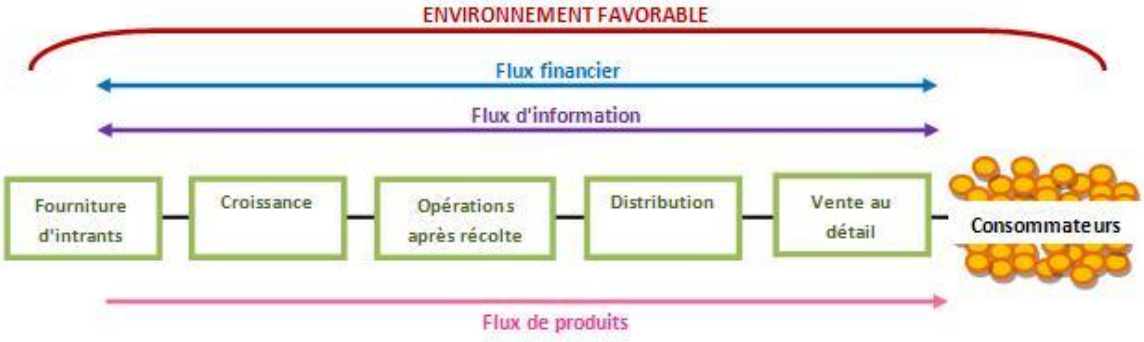

Figure 1: Principaux éléments d'une chaîne de valeur pour les produits horticoles

Gestion de l'information

25. Il est très important de conserver des données vérifiables sur les intrants, les pratiques agricoles et les opérations de manutention des produits pour accéder aux marchés des produits à forte valeur qui exigent de manière croissante une information sur l'« identité » et l'origine des produits frais et transformés. Les systèmes d'étiquetage qui facilitent la traçabilité en temps réel de l'identité et de l'origine d'un produit sont aussi de plus en plus demandés. C'est pourquoi, la gestion de l'information gagne en importance parce qu'elle permet aux petits exploitants d'enregistrer et de gérer des données et d'être ainsi en mesure de répondre aux exigences de l'étiquetage.

Certification

26. Les systèmes de certification deviennent nécessaires pour garantir que la production et les pratiques de manutention après récolte sont conformes aux normes publiques et privées en la matière. Les systèmes de certification volontaire des aliments sont de plus en plus intéressants, parce qu'ils aident les petits producteurs à cibler des groupes de consommateurs spécifiques et à acquérir ainsi un avantage compétitif sur les marchés.

Accès aux financements

27. Les petits exploitants et les PME de la région doivent pouvoir disposer de financements à des conditions adaptées, que ce soit pour lancer de nouvelles entreprises, développer leurs opérations ou investir dans la modernisation et les technologies en vue d'accéder à de nouveaux marchés. Les liens établis dans la chaîne de valeur peuvent servir à faciliter l'accès aux financements et réduire les coûts et les risques du financement. Il peut s'agir d'un financement direct entre partenaires de la chaîne de valeur ou d'un financement proposé par une banque qui sera plus encline à prêter aux petits exploitants et aux PME si ceux-ci peuvent compter sur les liens de la chaîne de valeur pour réduire leurs coûts et les risques du crédit.

Infrastructures des marchés

28. Des halles et des marchés de détail bien équipés et entretenus de façon hygiénique sont des points de vente importants pour commercialiser et entreposer les produits des chaînes de valeur modernes. Les marchés de détail traditionnels restent les centres où la majeure partie des habitants de la région achètent leurs aliments, en particulier, les groupes pauvres et vulnérables.

Accès aux services d'appui

29. La mise en conformité avec les exigences en matière de qualité et de sécurité sanitaire suppose de pouvoir accéder à des services d'appui tels que les analyses de laboratoire et les services de certification. Les services d'entretien et de réparation du matériel sont des soutiens tout aussi indispensables pour garantir la performance technologique. Les services de développement des entreprises qui permettent d'améliorer la qualité et l'efficience des processus, de réduire les coûts et d'étoffer les opérations revêtent une importance critique pour les petits producteurs, les petites entreprises et les sociétés fraîchement créées dont les coûts de transaction sont élevés par rapport à l'ampleur de leur production. Les petits exploitants intégrés dans les circuits d'approvisionnement traditionnels sont également très dépendants des services publics de vulgarisation pour les conseils et l'appui techniques en matière de production et manutention après récolte.

Capacités des ressources humaines

30. Le développement de chaînes de valeur et la réduction des pertes après récolte demandent des connaissances spécialisées dans une série de domaines pour que les acteurs concernés puissent répondre aux exigences en matière de technique, organisation, logistique et gestion des entreprises. À cette fin, il est nécessaire de doter les partenaires de la chaîne de valeur d'un ensemble de compétences au moyen de formations académiques, pratiques et professionnelles axées sur le renforcement des capacités de gestion des entreprises. Les formations peuvent également être utilisées comme un mécanisme de ciblage visant à intégrer les femmes dans les chaînes de valeur.

VI. Amélioration de l'intégration des petits exploitants dans les chaînes de valeur

31. Plusieurs modèles institutionnels novateurs susceptibles d'aider les petits producteurs à améliorer leur situation grâce à leur intégration dans les chaînes de valeur font leur apparition dans la région. Certains de ces modèles sont propres à la région.

- Les organisations de producteurs jouent un rôle décisif parce qu'elles contribuent à la réduction des pertes après récolte et à la diminution des coûts associés à la dispersion des producteurs, aux déséconomies d'échelle, à l'accès insuffisant à la formation, aux technologies et aux financements, au respect des exigences du marché en termes de volume, qualité et traçabilité et à la gestion des risques dans les chaînes de valeur.

  Les modèles fonctionnels qui accordent une place aux petits exploitants contribuent considérablement à l'intégration de ces derniers dans le marché. Un grand nombre de sociétés du secteur privé adoptent actuellement de nouveaux modèles fonctionnels qui intègrent dans leur chaîne de valeur ceux qui vivent tout en bas de la pyramide économique mondiale, en qualité de consommateurs, producteurs et/ou distributeurs. Ces modèles fonctionnels qui n'excluent personne créent entre le monde des entreprises et les pauvres des passerelles avantageuses pour tous, dans la filière de l'offre et sur le marché. Les avantages vont au-delà des bénéfices immédiats et des gains de revenus. Ces modèles favorisent les innovations et l'apparition de nouveaux débouchés, créent des marchés et minimisent les risques et les pertes, tout en améliorant la capacité des personnes pauvres d'apporter de la valeur ajoutée et en mettant à leur disposition des formes d'emploi mieux rémunérées et des gains durables. La prise en compte de la notion de non exclusion dans le cadre du développement des chaînes de valeur est encouragée dans la sous-région d'Asie du Sud où l'agence néerlandaise de développement international SNV a élaboré des approches de ce type au Bangladesh, au Bhoutan et au Népal en se fondant sur des expériences d'Amérique latine.

- L'agriculture contractuelle ou agriculture sous contrat se réfère à la production agricole réglementée par un accord entre un acheteur et des agriculteurs, qui fixe les conditions de la production et de la commercialisation d'un produit ou de plusieurs produits agricoles[3]. L'agriculture contractuelle est de plus en plus souvent adoptée pour l'approvisionnement en produits agricoles dans beaucoup de pays de la région, parce qu'elle améliore la régularité de l'approvisionnement en matières premières et garantit la qualité et le respect des normes des marchés de l'exportation. Les modèles d'agriculture contractuelle bien conçus et correctement mis en œuvre sont des facteurs de succès décisifs si l'on veut générer des flux de revenus pour les petits exploitants de la région.

  Le circuit d'approvisionnement en asperges biologiques de la société Swift Co., Ltd. en Thaïlande est un exemple de réussite de l'agriculture sous contrat entre le secteur privé et les ménages pauvres de paysans sans terre qui, en s'organisant en groupements de producteurs pour faire pousser des asperges biologiques, sont en mesure de satisfaire aux normes des marchés de l'exportation au Royaume-Uni et au Japon, établies par le secteur privé; en conséquence, ils ont doublé leurs revenus. Swift Co., Ltd. se charge de fournir aux groupements de producteurs une assistance technique, des formations et des infrastructures après récolte.

  L'agriculture contractuelle débouche fréquemment sur une meilleure coordination le long de la chaîne de valeur, et permet d'introduire des changements et des innovations technologiques et de créer de la valeur ajoutée, mais les contrats sont parfois perçus comme désavantageux pour les groupes les plus faibles, notamment les ouvriers agricoles et les femmes. Plusieurs problèmes liés à la production contractuelle de légumes dans l'État du Penjab en Inde ont été signalés, par exemple le déséquilibre de pouvoir entre les agriculteurs et les sociétés, la violation des termes des

[3] Centre de ressources sur l'agriculture contractuelle http://www.fao.org/ag/ags/contract-farming/index-cf./fr/.

accords, la différenciation sociale et les dégâts environnementaux[4]. Par conséquent, il est indispensable qu'une réglementation soit établie par les pouvoirs publics. Elle doit être suffisamment rigoureuse pour garantir le respect de la loi et des contrats mais pas trop afin de ne pas décourager les investissements susceptibles de créer des emplois et de la valeur ajoutée.

- Le regroupement se réfère à la formation de groupements informels de petits producteurs qui s'engagent à réaliser un plan de commercialisation commun pour un produit particulier (ou une série de produits) destiné à des marchés déterminés. Chaque groupe formé autour d'un produit désigne un agriculteur chef de file qui coordonne la production de toutes les exploitations du groupe. Le regroupement facilite la prestation de « paquets » de services et facilite l'accès aux marchés et à l'information. Le regroupement permet de réaliser des économies d'échelle et donne la capacité de gérer de grandes quantités de produits avec des coûts de transaction limités et d'établir des liens fructueux avec les organisations publiques et privées susceptibles de fournir des ressources.

  NorminVeggies aux Philippines est un exemple de groupe industriel modèle qui a permis aux petits producteurs de surmonter les obstacles qui leur barraient l'accès aux marchés modernes. Grâce au regroupement, les petits maraîchers sont capables de participer activement aux circuits d'approvisionnement, de satisfaire aux exigences élémentaires concernant la quantité de produit et l'homogénéité de la qualité et de nouer des liens avec des marchés dynamiques tels que les chaînes de restauration rapide, les industries de transformation et les supermarchés.

- En Inde, les « hubs » (pôles ou « plateformes » ou « parcs ») rassemblent plusieurs sociétés et services qui relient les petits exploitants aux marchés. Ces pôles fournissent les services (par exemple achat des produits, transformation/conditionnement/refroidissement, assistance technique, crédit et assurances) et les biens (par exemple les intrants et le matériel) qui font défaut et sont indispensables pour améliorer la compétitivité des petits producteurs[5].

- Le secteur privé[6] est un fournisseur essentiel de biens et services dans quasiment tous les pays en développement et pays développés de la région. Là où les marchés sont faiblement intégrés, les acteurs du secteur privé assurent la fourniture des intrants et du crédit, achètent les produits et les vendent sur les marchés locaux. Dans les zones où les marchés du disponible fonctionnent mieux, les acteurs du secteur privé fournissent des services plus nombreux et de meilleure qualité, par exemple l'accès aux intrants améliorés et aux technologies de production et de transformation modernes, l'appui technique et l'établissement de liens plus solides avec le marché. Là où les chaînes de valeur modernes sont en cours de développement, souvent accompagnées d'arrangements contractuels et de conditions d'accès aux marchés rigoureuses, les fabricants de produits alimentaires, les agriculteurs commerciaux, les sociétés de fourniture d'intrants et les exportateurs locaux continuent à jouer un rôle non négligeable tandis que d'autres acteurs du secteur privé (par exemple les sociétés transnationales et les banques commerciales) sont susceptibles de devenir, et deviennent souvent, d'importants promoteurs du développement agricole.

- Le rôle capital qui incombe aux gouvernements dans le cadre du développement des chaînes de valeur et de la réduction des pertes après récolte est la mise en place d'un environnement favorable, moyennant: des réformes appropriées des politiques; des investissements dans les infrastructures essentielles (par exemple les routes, l'adduction d'eau, les installations de

---

[4] Singh, S. 2002. Leveraging contract farming for improving supply chain efficiency in India: Some innovative and successful models. http://globalfoodchainpartnerships.org/india/Papers/SukhpalSingh.pdf.

[5] Reardon, T., Timmer, C. P. et Minten, B. 2010. Supermarket revolution in Asia and emerging development strategies to include small farmers. www.pnas.org/cgi/doi/10.1073/pnas.1003160108.

[6] Associer le secteur privé au développement agricole, Comité de l'agriculture, 2009.

télécommunication, l'accès à internet et le réseau électrique, sans oublier les installations de transport maritime dans le cas des États insulaires); des investissements dans les infrastructures après récolte (par exemple les installations de conditionnement, les entrepôts et les magasins de stockage); les infrastructures adaptées aux circuits traditionnels et aux chaînes de valeur modernes et les infrastructures des marchés liés aux circuits traditionnels. De plus, des technologies améliorant la productivité doivent dynamiser les circuits d'approvisionnement traditionnels. Le soutien des pouvoirs publics doit encourager le secteur privé à investir dans les liens entre les petits exploitants et les consommateurs. À cet effet, les gouvernements doivent créer un environnement favorable aux activités du secteur privé, en élaborant des réglementations qui facilitent l'exercice des activités commerciales et en prenant des mesures incitatives.

Les gouvernements ont aussi un rôle capital à jouer en soutenant le développement et le renforcement des organisations de producteurs et d'agriculteurs. En même temps, ils doivent offrir des services aux petits exploitants et aux producteurs marginaux et sans terre qui n'ont pas accès aux services d'un secteur privé compétitif alors qu'ils fournissent les produits alimentaires aux marchés de masse. Par le biais de mécanismes régulateurs, les gouvernements peuvent faciliter la prestation de services de développement des entreprises et l'établissement de liens économiques qui favorisent l'intégration des petits exploitants dans les marchés officiels.

Enfin, les gouvernements doivent s'intéresser à une série de facteurs qui contribuent fortement au développement des chaînes de valeur et à la réduction des pertes après récolte, par exemple les normes, les réglementations et les politiques applicables à la production, à la transformation et à la commercialisation; la recherche et le développement; les services financiers adaptés aux PME et aux petits exploitants; et les transports en zones rurales. Les politiques concernant la sécurité sanitaire des aliments et la validité des technologies de transformation et des technologies qui apportent une valeur ajoutée doivent faire l'objet d'une attention spéciale quels que soient les scénarios de développement et les niveaux technologiques. Les politiques en matière de qualité et sécurité sanitaire des produits alimentaires doivent promouvoir l'élaboration et l'application de réglementations appropriées et la mise en œuvre de systèmes de gestion de la qualité intégrés qui garantissent la sécurité sanitaire dans les chaînes de valeur de produits alimentaires.

- La mise sur pied de partenariats public-privé fructueux[7] suppose un secteur privé bien organisé avec des organisations paysannes commerciales efficaces et soutenues par les pouvoirs publics. Dans la région, plusieurs mécanismes ont été utilisés pour répartir les responsabilités et les risques entre les deux secteurs, par exemple: sous-traiter la prestation des services au secteur privé, avec des financements à la fois publics et privés; déléguer la prestation des services à des organisations non gouvernementales ou coopératives financées par des prélèvements obligatoires, des cotisations ou des fonds publics; et créer des entreprises d'économie mixte (associant le secteur privé et le secteur public).

VII. Initiatives régionales et mesures à mettre en place

32. Plusieurs initiatives sont en cours d'exécution au niveau régional pour donner aux petits exploitants la capacité d'être associés au développement des chaînes de valeur et à la réduction des pertes après récolte. La FAO, en coopération avec des gouvernements membres et avec l'appui d'agences donatrices, participe activement au développement des chaînes de valeur et à la réduction des pertes après récolte dans toute la région. Par exemple, le premier Forum régional pour l'agro-industrie en Asie et dans le Pacifique, organisé conjointement en 2009 par la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et le gouvernement populaire chinois de la province du Shaanxi, a porté sur la promotion du dialogue entre le secteur privé, les gouvernements et les petits exploitants dans la région.

[7] Market-oriented Advisory Services in Asia – a Review and Lessons Learned, Publication du Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique, février 2011.

33. Les activités actuellement conduites par la FAO pour contribuer au développement des chaînes de valeur et à la réduction des pertes après récolte dans la région privilégient les domaines thématiques suivants:

- renforcement des capacités et de la compétitivité des petits producteurs pour qu'ils puissent satisfaire aux exigences du marché et s'intégrer dans les marchés et les chaînes de valeur;
- accroissement de l'appui du secteur public et du secteur privé aux petites entreprises, dans le cadre du développement de la filière commerciale et de l'industrie agroalimentaires;
- consolidation des cadres institutionnels qui promeuvent l'adoption d'une approche intégrée de la filière alimentaire pour la gestion de la sécurité sanitaire/qualité;
- conception et mise en œuvre de programmes de gestion et de contrôle de la qualité et de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, qui soient efficaces, axés sur les risques et alignés sur les normes internationales; et
- renforcement des capacités en matière de production et entreprises agroalimentaires, pour les parties prenantes les plus modestes et les moins avancées des circuits d'approvisionnement, afin qu'elles puissent prendre en main la gestion de la sécurité sanitaire et de la qualité.

34. Certains des problèmes les plus significatifs qui sont rencontrés dans les projets de développement des chaînes de valeur agricoles et de réduction des pertes après récolte conduits dans la région sont les suivants: l'insuffisance des connaissances techniques et le manque de technologies appropriées et d'information; les compétences et les connaissances limitées des petits exploitants et des personnes chargées de la manutention après récolte, en particulier en matière de gestion de la qualité et de la sécurité sanitaire, gestion d'entreprise et commercialisation; le manque d'information; et l'inefficacité des circuits de distribution. En outre, les politiques et les programmes visant à intégrer les petits exploitants dans les nouvelles chaînes de valeur sont rares.

35. Dans la majeure partie de la région, on constate l'absence ou la mise en œuvre imparfaite des stratégies qui visent à améliorer les politiques relatives à l'accès au crédit, les cadres juridiques et réglementaires, les institutions et les services. De même, les cadres de mesures susceptibles de promouvoir l'adoption d'une approche intégrée de la filière alimentaire pour encourager la gestion de la sécurité sanitaire et de la qualité des produits alimentaires sont inadaptés et, quand il en existe, les réglementations sont insuffisamment appliquées. Trop souvent, le développement des chaînes de valeur et les stratégies de réduction des pertes après récolte ne font pas partie des priorités définies dans les programmes directeurs et les plans stratégiques nationaux de développement agricole. Les systèmes d'information sur les marchés, à l'instar des institutions et des services financiers dévolus aux agriculteurs produisant pour le marché et aux PME, brillent par leur faiblesse. Enfin, dans beaucoup de pays, la médiocrité des infrastructures de base et des infrastructures après récolte freine l'accès aux marchés et alourdit le coût des activités commerciales.

36. D'un autre côté, compte tenu de la diversité des stades de développement dans la région, les possibilités d'échange des connaissances et d'apprentissage sont particulièrement nombreuses. Les petits exploitants auraient tout intérêt à échanger leurs connaissances sur les modèles de chaînes de valeur et les systèmes de gestion après récolte performants.

37. Bien que la réglementation soit indispensable pour garantir la sécurité sanitaire des aliments, beaucoup de normes et de systèmes qualité représentent un défi technique et des coûts importants pour les petits exploitants et les PME et créent des barrières non tarifaires au commerce. L'harmonisation, l'équivalence et la simplification des normes et réglementations pourraient considérablement réduire les coûts de la certification et, ainsi, encourager le commerce et faciliter l'accès des petits producteurs et transformateurs aux marchés.

VIII. Conclusions et recommandations

Conclusions

38. Dans la région Asie et Pacifique, les systèmes agroalimentaires font face aujourd'hui à des débouchés en pleine expansion et en plein changement. Ces débouchés peuvent être très intéressants pour les petits exploitants mais ils ne sont pas sans risques. Si l'objectif est de profiter des avantages en

évitant les risques, il faudra que les secteurs publics et privés assument chacun leur part de coûts et d'investissements, dans le cadre d'interventions axées sur le marché qui améliorent la compétitivité des petits exploitants et facilitent leur intégration dans les chaînes de valeur.

39. Pour garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle, il est important de s'intéresser à la réduction des pertes après récolte et au règlement des problèmes de sécurité sanitaire et de qualité dans les circuits d'approvisionnement traditionnels qui alimentent les marchés de masse. À cet effet, il sera nécessaire de renforcer les capacités des petits exploitants et des producteurs marginaux et sans terre qui participent aux circuits d'approvisionnement traditionnels.

40. Si l'on veut que les circuits d'approvisionnement traditionnels tirent profit du potentiel que représente le développement des chaînes de valeur et bénéficient aussi de la réduction des pertes après récolte, il faudra améliorer plusieurs secteurs clés et, notamment, élaborer des politiques porteuses, mettre en place des infrastructures et des services d'appui et conduire des activités de renforcement des capacités et d'appui technique dans plusieurs régions.

Recommandations

41. Les petits exploitants doivent mieux s'organiser pour être en mesure de bénéficier de la réorientation des systèmes agroalimentaires, de plus en plus axés sur le marché. Le secteur privé a aussi un plus grand rôle à jouer, en créant des liens entre les petits exploitants et le marché. C'est pourquoi, les gouvernements doivent mettre en place des mécanismes d'appui pour faciliter l'organisation des petits exploitants et encourager le développement du secteur privé, en vue d'améliorer la compétitivité des petits producteurs, ce qui débouchera sur des avantages pour les deux parties. À cette fin, la Conférence pourrait souhaiter formuler les recommandations suivantes à l'intention des gouvernements:

- Les gouvernements doivent reconnaître qu'il est important de développer les chaînes de valeur pour établir des liens entre les petits exploitants et les marchés générés par la croissance et qu'il est capital de réduire les pertes après récolte pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ils doivent placer ces points au rang des priorités dans leurs programmes directeurs, politiques et plans stratégiques nationaux de développement agricole.
- Les gouvernements doivent s'employer à créer un environnement favorable au développement des chaînes de valeur. À cet effet, les objectifs des politiques doivent prendre en compte les aspects suivants: la facilité d'exercice des activités commerciales, le développement des infrastructures de base et des infrastructures après récolte, les réglementations relatives à la sécurité sanitaire et à la qualité des produits alimentaires; les systèmes d'accréditation et de certification répondant aux exigences des marchés; et la protection des droits de propriété intellectuelle.

42. Beaucoup de petits exploitants et de producteurs marginaux et sans terre sont liés aux circuits d'approvisionnement traditionnels qui fournissent les produits alimentaires aux marchés de masse de la région. Ces circuits sont caractérisés par des pertes après récolte importantes pour les raisons suivantes: absence de liens systématiques entre les opérations et les parties prenantes; faiblesse des technologies après récolte et des infrastructures de marchés; et manque de compétences et de capacités fondamentales. La Conférence pourrait souhaiter recommander que les gouvernements continuent à apporter leur soutien aux parties prenantes des circuits d'approvisionnement traditionnels, en proposant des services (par exemple intrants, infrastructures de base, infrastructures après récolte et infrastructures de marché), un appui technique et des formations pour réduire les pertes et améliorer la qualité et la compétitivité des produits sur les marchés locaux.

43. La Conférence pourrait demander à la FAO de continuer à apporter son soutien aux pays membres pour:

- renforcer l'aptitude des petits exploitants à optimiser l'apport de valeur ajoutée et à s'intégrer dans les chaînes de valeur.
- promouvoir les technologies, les systèmes et les approches après récolte améliorés dans les circuits d'approvisionnement traditionnels qui alimentent les marchés de masse de la région,

moyennant une assistance technique et des activités de développement des capacités, en vue de réduire les pertes et d'améliorer la sécurité sanitaire et la qualité.

- harmoniser les normes de sécurité sanitaire et de qualité des produits alimentaires, renforcer les cadres institutionnels et juridiques qui régissent les systèmes de sécurité sanitaire et de qualité des produits alimentaires (y compris l'étiquetage et la certification) et établir des systèmes de surveillance et de contrôle.
- documenter, publier et diffuser l'information sur les modèles performants en matière de développement des chaînes de valeur, stratégies de réduction des pertes après récolte et commercialisation directe.